La France et la Grèce : une vision française des relations franco-grecques à l'épreuve de l'intégration européenne, 1981-1989

The relations between France and Greece, 1981-1989

Οι σχέσεις μεταξύ της Γαλλίας και της Ελλάδας, 1981-1989

Stefano Cattaneo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ceb/11965>

DOI : 10.4000/ceb.11965

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 978-2-85831-294-8

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Stefano Cattaneo, « La France et la Grèce : une vision française des relations franco-grecques à l'épreuve de l'intégration européenne, 1981-1989 », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 45 | 2018, mis en ligne le 05 décembre 2018, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/11965> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.11965>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2021.

Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

La France et la Grèce : une vision française des relations franco-grecques à l'épreuve de l'intégration européenne, 1981-1989

The relations between France and Greece, 1981-1989

Οι σχέσεις μεταξύ της Γαλλίας και της Ελλάδας, 1981-1989

Stefano Cattaneo

Introduction

- 1 Les relations entre la France et la Grèce dans la fin du xx^e siècle, sont un thème très peu traité par l'historiographie française. Pourtant, savoir comme elles ont évolué et selon quelles variables, du point de vue culturel, économique ou diplomatique, est une question pertinente. Bien que peu étudiée par la recherche française, elle a donné lieu à des publications et à des recherches scientifiques, plus ou moins récentes. Mathilde Chèze, qui a soutenu à l'INALCO en 2013 une thèse¹ sur l'évolution des relations culturelles entre la France et la Grèce, s'attache, entre autres, à analyser les rapports entre la politique culturelle française et la qualité des relations personnelles entre les dirigeants des deux pays, sur une chronologie assez large, son étude démarrant en 1930 pour se finir en 1981. Lorenz Plassmann, qui a soutenu une thèse,² en 2007, en Sorbonne, intitulée « Les relations franco-grecques 1944 -1981 », analyse de son côté les relations, au sens large, entre la France et la Grèce, pour nous offrir une approche globalisante sur ces échanges. Plus récemment, un colloque a été co-organisé en 2016 par les Archives nationales françaises³ et les Archives générales de l'État hellénique sur les liens entre la France et la Grèce, de 1915 à 1995, sous le regard croisé de ces archives. Mais, si les thèmes⁴ abordés lors de ce colloque sont diversifiés, ils ne traitent pas des rapports diplomatiques entre les deux pays sur la période qui nous intéresse. Si nous prenons des publications plus anciennes sur ce même thème, l'historiographie

française s'attache dans son ensemble à ne traiter les relations franco-grecques que pendant les années 1930⁵ ou lors des échanges entre Constantin Karamanlís et le général de Gaulle⁶.

- 2 Force est de constater que l'étude de Lorenz Plassmann comble un vide historiographique important sur la question des relations franco-grecques au xx^e siècle. D'ailleurs, celui-ci parle même d'*anomalie*, en faisant le constat de ce peu de goût que montre la recherche française pour le sujet, au contraire des pays anglo-saxons qui n'hésitent pas à analyser leurs échanges personnels avec la Grèce⁷, surtout pour la période de la guerre froide⁸. Mais si les analyses de Lorenz Plassmann et de Mathilde Chèze comblent ce manque, elles n'en restent pas moins limitées dans le temps, car elles s'arrêtent en 1981. La présente étude vise donc à prolonger ces études au-delà, tout en y apportant une touche personnelle, car l'enjeu de l'intégration européenne de la Grèce sera une partie de cette recherche, ce qui n'était pas le cas des analyses antérieures. Ainsi, nous tenterons d'approfondir la question des relations entre la France et la Grèce entre 1981 et 1989, du point de vue diplomatique français, mais également de façon plus ponctuelle, du point de vue culturel et économique. Pour ce faire, nous aurons recours aux Archives diplomatiques françaises qui n'ont été que peu utilisées pour traiter de cette période et aux Archives nationales françaises, dont le fonds d'archives présidentielles de François Mitterrand. C'est par l'utilisation de ces sources que cette réflexion se veut originale, puisqu'elle montre une analyse plus avancée dans la temporalité, des relations entre franco-grecques.
- 3 Ces relations, au cours de cette période, baissent en intensité insensiblement : nous n'avons pas affaire à un arrêt brutal des relations, mais à une lente diminution des échanges politiques, économiques et culturels entre les deux pays. Si, en 1981, et jusqu'en 1985, il est encore possible de croire en l'illusion de bonnes relations et en l'espoir d'une amélioration même si en 1988, elles ne sont clairement plus ce qu'elles avaient pu être dans les années précédentes. On peut observer que nous passons, au fur et à mesure des années, d'une relation amicale, où le lexique de l'amitié est présent dans les discours des dirigeants des deux pays, à une relation cordiale qui substitue à l'amitié une forme de pragmatisme et de réalisme. Voir au même moment deux gouvernements socialistes en France et en Grèce a pu faire espérer un rapprochement plus important, mais l'analyse des faits montre qu'il n'en fut rien. Les relations franco-grecques ont connu un point culminant dans les années 1970 et permis à la Grèce d'intégrer la CEE. La France est le pays dont l'influence fut la plus importante auprès de la Grèce, au cours des années 1974 à 1980, grâce à la motivation personnelle de son président Valéry Giscard d'Estaing⁹. Elle fut, en quelque sorte, la marraine de la Grèce, lors de son adhésion à la CEE, et en tant que telle, elle eut un rôle de tutrice, pour faire entrer le pays dans la Communauté européenne aux meilleures conditions possible. Mais ces relations n'ont pas duré, elles n'ont pas résisté aux changements politiques en France et en Grèce.
- 4 Pourtant, tout paraissait concourir à ce que les deux nouveaux leaders politiques fassent évoluer positivement les relations entre les deux pays au nom de la solidarité socialiste. Mais, malgré une certaine idéologie commune, ces deux leaders n'ont clairement pas partagé l'amitié de leurs prédécesseurs. On assiste au retour à une diplomatie que nous pourrions définir par le qualificatif de « distance polie » entre la France et la Grèce, personnifiée par François Mitterrand et Andréas Papandréou. Si des efforts ont pu être consentis pour un rapprochement, leurs intérêts étaient dès le

départ beaucoup trop éloignés : la Grèce veut trouver dans la France une alliée contre la Commission européenne et dans son conflit avec la Turquie¹⁰, tandis que la France voit dans la Grèce un partenaire économique parmi tant d'autres. La Grèce, dans une position difficile vis-à-vis de la CEE, gêne la France qui ne veut plus qu'on l'associe au comportement grec, et qui, malgré une certaine patience, finit par être excédée. La Grèce, de son côté, ne supporte plus de la part de la France les conseils attentifs qu'elle perçoit comme une ingérence dans ses affaires internes. Cela aboutit aux analyses sans détour des gouvernements de Jacques Chirac¹¹ et de Michel Rocard¹², qui tour à tour, décrivent Andréas Papandréou et ses ministres comme des partenaires difficiles, imprévisibles, orgueilleux et qui réclament les aides européennes avec insistance.

Un rapprochement naturel entre deux pays socialistes ?

- 5 L'apparition simultanée de deux gouvernements socialistes, la même année, en Grèce et en France sonne comme une coïncidence salutaire qui évite la situation beaucoup plus compliquée qu'aurait été une présidence de Valéry Giscard d'Estaing et un Premier ministre comme Andréas Papandréou. L'émergence de deux dirigeants de gauche fait espérer à l'opinion publique, surtout les médias¹³, que la France continuera de garder la Grèce sous sa protection. Au lendemain des élections, présidentielles en France (10 mai 1981) et législatives en Grèce (18 octobre 1981), de gros efforts sont fournis par les politiques des deux pays pour un rapprochement. Au premier abord, cette volonté peut s'interpréter par le désir de mettre en place une forme de solidarité socialiste en Europe, un front commun, en opposition au nouveau mouvement libéral-conservateur qui apparaît au début des années 1980¹⁴. Il existe effectivement, de façon tout à fait observable, une fracture idéologique de plus en plus importante au sein de la CEE, entre un Sud qui penche à gauche de l'échiquier politique, et un Nord qui penche clairement à droite. Mais, à cette solidarité, s'ajoutent des objectifs économiques, des échanges importants que François Mitterrand veut maintenir, et du côté grec, une envie d'obtenir des investissements français. Tout concorde donc pour que les relations entre les deux pays restent au même niveau que dans les années précédentes.

Carte 1. Les différents camps politiques au pouvoir dans la CEE, 1982-1985

Carte établie par l'auteur

- 6 La recrudescence de notes diplomatiques françaises¹⁵ à ce sujet indique un intérêt soutenu au lendemain des élections françaises et grecques. Ces correspondances donnent l'avis du Quai d'Orsay sur la situation grecque. Certaines, pragmatiques, évacuent assez rapidement le rapprochement idéologique¹⁶ et s'attardent plus volontiers sur les intérêts économiques de la France en Grèce. Le rapprochement est marqué par une rencontre à Athènes entre deux ministres, le 28 et le 29 décembre 1981, Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures et son homologue Ioannis Haralambopoulos ; la visite est symbolique, puisque ce serait, aux dires du ministre grec, la première visite d'un membre d'un gouvernement socialiste français en Grèce. La rencontre est chaleureuse, le dialogue constructif, et la réunion se termine par une conférence de presse. La conférence s'articule autour de l'entente franco-grecque, et les journalistes tentent de prendre la température de ces relations. Elle débute par un long monologue du ministre grec qui décrit à quel point les relations étaient déjà bonnes avant l'arrivée du PASOK au pouvoir :

Il est connu que les relations avec le parti socialiste français avaient déjà commencé, il y a longtemps, à devenir étroites [...] c'est réellement une grande opportunité aussi bien pour la France que pour nous, de développer ces liens, et de les rendre plus étroits et plus concrets¹⁷.

- 7 Ainsi, la ligne grecque est plutôt claire, elle reconnaît un rapprochement socialiste, quasi obligatoire entre les deux gouvernements. Mais, si nous comparons avec l'intervention orale de Claude Cheysson, celui-ci semble beaucoup moins dithyrambique.

La France et la Grèce sont décidées à travailler en très étroite coopération. Nous aurons parfois des avis différents, mais il n'y aura jamais de malentendu.

- 8 Claude Cheysson n'hésite pas en effet à reconnaître que puissent exister des désaccords entre la France et la Grèce sur des sujets qui ne sont pas mentionnés, mais dont nous pouvons soupçonner qu'ils concernent la Communauté européenne. La France est certes enthousiaste, mais elle n'en rappelle pas moins que faire partie de la même famille politique ne signifie pas forcément être d'accord avec tout ce que fait son partenaire. Les journaux grecs en commentant l'événement sont dans l'ensemble plutôt positifs¹⁸. *To Vima*, plutôt de centre-gauche, affirme d'ailleurs à ce propos que « ces deux pays européens, méditerranéens, démocratiques et socialistes seront très proches l'un de l'autre à l'avenir en vue de faire face aux problèmes communs »¹⁹.
- 9 Mais, si ces rencontres diplomatiques, en apparence, font croire à une bonne entente et en des liens spéciaux, les liens entre les deux chefs d'État et de gouvernement indiquent toute autre chose.
- 10 Le 25 novembre 1981, Andréas Papandréou passe une journée en France où il prévoit de rencontrer François Mitterrand²⁰. Cela contraste avec le précédent séjour de cinq jours de Valéry Giscard d'Estaing en Grèce. Il rencontre le président français lors d'un déjeuner organisé à l'Élysée, qui dure un peu plus d'une heure. Puis, il rejoint l'ambassade de Grèce, rencontre Charles Hernu (1 h 30), ministre de la Défense, et, le soir, part pour Londres. On voit que les relations entre les deux chefs d'État et de gouvernement, certes cordiales, ne possèdent plus le côté chaleureux que connaissaient celles de leurs prédécesseurs. Elles sont beaucoup plus protocolaires, et force est de constater que le Premier ministre grec a pris autant de temps pour s'entretenir avec François Mitterrand qu'avec son ministre de la Défense. À l'issue de cette rencontre, si les journaux français sont dans leur ensemble positifs²¹, malgré la nature expéditive de la visite ; le journal *Libération*, à contre-courant de la doxa journalistique, titre pourtant *La rencontre Papandréou-Mitterrand : des nuages sur l'Europe rose*²² ; d'ailleurs, il n'hésite pas à conclure que « des nuages assombrissent le ciel rose de l'Olympe socialiste », en désignant la relation entre les deux dirigeants et, par extension, entre la France et la Grèce. C'est un point de vue intéressant qui permet de contrebalancer l'optimisme majoritaire des journaux français, quelle que soit leur tendance politique.
- 11 Un voyage organisé le 22 et 23 mai 1982²³ à Athènes vient légitimer cette réflexion sur la nature compliquée des relations qu'entretiennent Andréas Papandréou et François Mitterrand. Pierre Mauroy, le Premier ministre français, rencontre Papandréou, pour une réunion de travail autour de la question européenne. Nous pouvons nous étonner que François Mitterrand ne soit pas présent. À titre de comparaison, Valéry Giscard d'Estaing n'a jamais envoyé son Premier ministre rencontrer Constantin Karamanlís à sa place. Puis, cette même année, François Mitterrand se rend en visite officielle à Athènes, du 1^{er} au 2 septembre 1982²⁴, et il rencontre tour à tour le président Constantin Karamanlís et le Premier ministre, Andréas Papandréou. Lors de ce séjour, annoncé comme destiné à promouvoir les bonnes relations entre la France et la Grèce, le président français signe un gros contrat de coopération militaire et de ventes d'armes entre les deux pays. François Mitterrand prolonge son voyage du 3 au 6 septembre par un séjour privé de dans le nord de la Grèce, mais ne rencontre aucune personnalité politique.
- 12 Ce jeu diplomatique permet de penser que le président français est très pragmatique vis-à-vis de la relation qu'il met en place entre la France et la Grèce. La France joue un double jeu, d'un côté elle veut bien soutenir la Grèce, mais elle refuse de s'engager si ses problèmes touchent de près les intérêts français, tout en saisissant l'occasion pour

nouer des relations économiques. Du côté grec, en revanche, il y a une volonté de rapprochement, presque de séduction, pour trouver un allié militaire dans le conflit avec la Turquie²⁵ et, au passage, insister sur certains intérêts communs dans la CEE.

De l'accommodation à l'alternance : la dégradation progressive des relations

- 13 Si l'on peut observer un effritement du caractère spécial des relations qu'avaient auparavant la France et la Grèce, au cours des années 1980, les deux pays néanmoins fournissent des efforts pour rester proches. Le 15 novembre 1984²⁶, grâce à l'intervention d'Andréas Papandréou, François Mitterrand rencontre le colonel Kadhafi en Crète. Il s'agit de s'entendre sur la présence des troupes libyennes au Tchad²⁷. La France qui a signé, le 17 septembre 1984, un accord de retrait conjoint des troupes françaises et libyennes du Tchad constate que des troupes armées libyennes sont encore présentes sur le territoire tchadien. L'initiative d'Andréas Papandréou - qui organise la rencontre entre les deux leaders, car la Grèce entretient alors de bonnes relations avec la Libye - montre les efforts fournis par le gouvernement grec pour se placer comme un allié indispensable de la France. Le sommet se conclut sur une note positive puisque le chef d'État libyen se félicite de la compréhension du président français, tout porte à croire que la réunion s'est bien déroulée. Cependant, son bilan doit être reconsidéré. François Mitterrand reste très mesuré à ce sujet. Les jours suivants, les forces libyennes restent présentes au Tchad et ne montrent aucun signe de départ. En France, le camouflet est terrible, l'opposition²⁸ dénonce la naïveté du gouvernement. De plus, Andréas Papandréou, malgré sa présence sur les photos, n'a pas participé à la réunion ni aux discussions entre les dirigeants.
- 14 Un dernier voyage du président français se déroule en Grèce, du 21 juin au 23 juin 1985²⁹ pour célébrer la nomination d'Athènes comme capitale culturelle européenne. Cette présence peut être perçue comme un message fort envoyé au peuple grec, car aucun autre dirigeant européen n'a pris la peine de faire le déplacement. C'est aussi le sommet des relations franco-grecques des années 1980, puisqu'il n'y aura plus, avant 1988, de nouveau voyage officiel. Grâce à cette observation, nous pouvons avancer l'hypothèse que François Mitterrand possédait un profond respect pour la Grèce et une attirance particulièrement nette pour sa culture, mais qu'il ne partageait sans doute pas de lien amical avec Andréas Papandréou, et même, oserons-nous aller plus loin, que les deux hommes n'avaient aucune sympathie l'un pour l'autre.
- 15 Les relations franco-grecques dès lors commencent à se dégrader. Dès 1985, elles se distendent, deviennent plus rares, et cela se voit à la diminution des notes diplomatiques françaises. Les diplomates français se permettent même quelques critiques contre le gouvernement de Papandréou. Didier Quentin, un diplomate français, dans une note³⁰ à son ministère, malheureusement non datée (dont nous pouvons supposer qu'elle a été rédigée en 1987) fait un résumé des relations franco-grecques depuis 1981. Il décrit une situation relationnelle, politique, économique et culturelle, en recul sur ce qui existait au début du mandat de François Mitterrand où « La France paraissait pour la Grèce, l'interlocuteur privilégié auquel elle s'adressait d'instinct [...] ». Puis un peu plus loin, après avoir décrit le comportement nouveau de la Grèce, qui a progressivement contracté des accords de coopération militaire avec d'autres pays alors que la France espérait l'exclusivité, il

ajoute : « Les relations de la Grèce avec la France ont donc peu à peu perdu ce qu'elles avaient de spécifique ».

- 16 En 1986, le Premier ministre grec reprend la rhétorique contre l'Alliance atlantique et contre la Communauté européenne qu'il avait occultée au début de l'exercice de son pouvoir. Pour le diplomate français : « M. Papandréou a pris des positions qui [...] n'en constituent pas moins des atteintes à la solidarité atlantique et à l'esprit communautaire ». Ainsi, il note que la Grèce a repris sa politique de défiance, car elle se sent de plus en plus isolée devant la multiplication des gouvernements conservateurs en Europe. Le Quai d'Orsay considère, à juste titre, que la France n'est plus qu'un partenaire parmi tant d'autres et que les relations franco-grecques ont perdu ce qu'elles avaient de spécifique. Didier Quentin, dans la même note, constate que la France « se retrouve placée aujourd'hui au même rang que les autres sur l'échiquier dont joue M. Papandréou »³¹.

Carte 2. Les différents camps politiques au pouvoir dans la CEE, 1987-1988

Carte réalisée par l'auteur

- 17 Ainsi, la Grèce défie la communauté atlantique, car elle n'a plus d'alliés naturels en Europe occidentale. Mais pour Didier Quentin, elle cherche surtout à retenir l'attention des États-Unis pour obtenir des avantages militaires, et ainsi, pouvoir se passer du soutien de la CEE, *a fortiori* de celui de la France. Cette initiative passe mal auprès du gouvernement français, car auparavant, Andréas Papandréou s'était toujours déclaré hostile aux bases américaines implantées sur son territoire³², et il demandait leur retrait au début de son mandat. Cependant, dès 1983, il signait un accord de cinq ans avec les États-Unis pour maintenir deux bases en Crète, celle de la baie de Souda et la base aérienne d'Héraklion³³. En retour, les États-Unis lui avaient promis une aide militaire plus importante³⁴. Donc cette habitude de menacer pour obtenir des avantages

n'était pas nouvelle, et le gouvernement français semblait pourtant jusque-là s'en accommoder.

- 18 Il faut nuancer ces propos, car, à partir du 20 mars 1986, une cohabitation s'installe entre François Mitterrand et un gouvernement de droite, dirigé par Jacques Chirac. Il est fort probable que ce changement a une part de responsabilité dans l'analyse de Didier Quentin. Car le comportement grec n'avait guère changé. Il faut se garder de penser qu'il a pu exister en 1985 une rupture soudaine dans son attitude en politique internationale. Il faut prendre conscience que nous sommes en présence d'un gouvernement de droite qui juge les actions d'un gouvernement de gauche, et qu'il est fort probable qu'il est beaucoup moins patient face à l'attitude du Premier ministre grec. Il utilise également une sémantique peu équivoque quant à la critique de la Grèce. Didier Quentin, par exemple, en vient à parler d'*imagination protectionniste*³⁵ pour caractériser les agissements de la Grèce dans ses échanges économiques avec la France, alors qu'ils sont clairement à l'avantage de cette dernière. Quant aux relations culturelles, elles semblent plus menacées, et cela :

Ne suscite finalement chez nos partenaires grecs qu'une indifférence à peine courtoise. La France subit les mêmes avanies et les mêmes vexations quotidiennes de la part de l'administration hellénique³⁶.

- 19 Ce qui nous paraît très fort pour décrire une situation, certes moins flamboyante qu'auparavant, mais qui reste dans des standards traditionnels. D'ailleurs, si le nouveau gouvernement français déplore une diminution des échanges avec la Grèce, la France est en partie responsable, puisqu'elle réduit au cours de la période de cohabitation les échanges en technologies, en avancées scientifiques et dans l'éducation³⁷. C'est ainsi que se produit une diminution effective des relations entre la Grèce et la France, au milieu des années 1980.
- 20 Finalement, le nouveau gouvernement français, en 1986, estime qu'il faut imputer au comportement d'Andréas Papandréou la diminution des relations entre les deux pays. Mais les socialistes au pouvoir n'en faisaient pas mention, ce qui démontre que la moindre intensité des relations entre les deux pays, à cette période, est à mettre au crédit de l'alternance politique en France. Il est vraisemblable que le gouvernement socialiste fut plus patient avec son partenaire grec, que ne le fut celui de Jacques Chirac.

La CEE, sujet de la discorde ?

- 21 Le 21 mai 1988, François Mitterrand est réélu à la présidence de la République française et nomme un nouveau gouvernement socialiste pour diriger le pays. Les relations entre la France et la Grèce allaient-elles connaître un rebond après deux années difficiles ? Il y eut effectivement une embellie, mais elle fut de courte durée.
- 22 Les membres du gouvernement grec s'empressent après les résultats des élections françaises de féliciter François Mitterrand ; le PASOK, après des relations compliquées avec le gouvernement de Jacques Chirac, attend beaucoup de Michel Rocard et il accueille la réélection de François Mitterrand et le retour d'un gouvernement socialiste, avec une joie non dissimulée.
- 23 Le 18 juillet 1988, Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, est invité par le gouvernement grec à rencontrer son homologue, Karolos Papoulias. C'est la

réactivation officielle des voyages ministériels entre les deux pays³⁸. Mais les deux années de cohabitation ont eu un impact suffisant pour que le chantier devienne plus complexe. Les diplomates français constatent que les échanges commerciaux sont moins importants,³⁹ et la présence culturelle moindre qu'auparavant. Ils expriment leurs inquiétudes, car la Grèce s'est rapprochée du monde anglo-saxon. L'enseignement du français à l'école est peu à peu mis de côté au profit de l'anglais. Le coup de grâce est donné en 1987 lorsqu'Andréas Papandréou fait voter une loi instaurant l'anglais obligatoire du primaire jusqu'à la fin du lycée, ce qui réduit d'année en année la place du français, réduit au rang de seconde langue étrangère ou d'option⁴⁰.

- 24 Sur le plan économique, d'anciens contentieux, mentionnés dans des notes diplomatiques précédentes⁴¹, mais mis de côté sans doute au nom de la bonne entente entre les deux pays, refont surface. C'est le cas d'un litige financier entre la banque française PARIBAS, qui a prêté en 1980, avec l'aide d'un consortium, la somme de 27 millions de dollars à la société grecque, Greek Breweries. À la suite de difficultés financières, celle-ci n'a pu rembourser. La banque française s'est alors engagée dans des poursuites judiciaires contre la société grecque, mais, en 1984, Greek Breweries est placé sous tutelle de l'État grec, et le ministre grec des Finances suspend les paiements des échéances et les décisions de justice contre la société⁴². En 1988, Greek Breweries doit déjà plus de 40 millions de dollars. Pour remédier à ce problème, le 12 février 1985⁴³, Pierre Bérégovoy, alors ministre des Finances, envoie une lettre (dont nous n'avons pas la version originale) à ce sujet à son homologue grec, Gerasimos Arsenis, mais elle reste sans réponse. En parallèle, un second contentieux financier oppose le Crédit Lyonnais à une autre entreprise grecque : en 1980, la banque française prête à une filiale grecque Péchiney, 20 millions de francs ; le remboursement est encore une fois partiel, puisque sur les 20 millions de francs prêtés, seuls 15 millions furent remboursés. Face à ce problème qui commence à faire perdre patience aux dirigeants français, la visite de Roland Dumas, plus qu'une simple visite de courtoisie, signe également le moment pour la Grèce de devoir rembourser ses dettes.
- 25 Le discours français est plus ferme. Roland Dumas expose les volontés nouvelles du gouvernement qui veut récupérer pour les banques françaises le restant dû, et menace autrement de voir mises en danger les relations bancaires entre les deux pays. La menace est à peine voilée puisqu'une note diplomatique lui conseille de dire au gouvernement grec qu'en cas de non-remboursement dans un délai proche, la France bloquerait toute nouvelle demande bancaire venant de la Grèce. Mais ce différend est rapidement balayé, puisque Roland Dumas parvient à négocier la mise en place du remboursement.
- 26 Finalement, ce qui fait problème, c'est la place de la Grèce au sein de la CEE, un problème plus profond et global. Nous le comprenons à travers une note diplomatique écrite par Pierre de Boissieu⁴⁴, qui dirige alors le Service de Coopération économique du ministère des Affaires étrangères. Il résume les sujets qui pourraient être abordés par Roland Dumas lors de son voyage du 12 juillet 1988, mais également évoque le comportement de la Grèce dans la CEE. Sujet sensible qui touche particulièrement la France.
- 27 Pierre de Boissieu décrit en résumé, la position catastrophique de la Grèce au sein de la CEE. Il estime que la plupart des membres de la CEE voient ce pays comme *l'enfant chéri d'un club de riches*⁴⁵ qui les indispose de plus en plus par ses exigences *pécuniaires*. Les formules sont dures, Pierre de Boissieu va même jusqu'à écrire que « tout le monde en a

assez des Grecs », la tension est palpable. Le constat est sans appel de la part du diplomate, qui dresse un portrait peu flatteur du gouvernement grec :

... son habitude permanente de la quête, ses chantages, son absence totale de sérieux.

- 28 Par cette formulation, il décrit une Grèce qui recevrait de la CEE l'équivalent de 5 % de son PNB en transferts budgétaires nets, mais qui continue de réclamer. Il constate qu'elle est moins bien intégrée dans la Communauté qu'elle ne l'était en 1981, situation particulièrement dommageable et préoccupante pour le pays en train de se marginaliser. Il pense que la Grèce ne fait rien pour s'en sortir et que l'Espagne et le Portugal risquent de rattraper leur retard et de la mettre encore plus en porte à faux :

L'Espagne voudra, sur la période, devenir une France en retard et ne pas rester une grande Grèce ; les pays riches de la Communauté, s'ils peuvent s'offrir une danseuse, n'accepteront pas d'entretenir un corps de ballet⁴⁶.

- 29 La diatribe est réelle, même si le résumé de Pierre de Boissieu, dur sur la forme, sur le fond, est plus paternaliste. Il s'agit d'être ferme, mais pas fermé. C'est pour cela que la note parle également d'*encouragement* pour ramener la Grèce à de meilleurs sentiments. La France se veut pédagogue et, après les reproches des premières lignes, il enjoint son gouvernement à se montrer disponible auprès du gouvernement grec, pour l'accompagner dans ses démarches, et le motiver à respecter les règlements communautaires.
- 30 Malgré tout, il pose la question du comportement d'un gouvernement grec qui semble très mal perçu par la direction Europe du ministère des Affaires étrangères français. À plusieurs reprises, nous remarquons, que ce n'est pas tant la qualité des problèmes évoqués qui pose souci, mais plutôt la façon dont le gouvernement grec y réagit. Son comportement est d'*humeur changeante* et s'illustre par son *manque de fiabilité*. En juin 1988⁴⁷, alors que les membres de la CEE doivent adopter le nouveau paquet des prix agricoles, au moment du vote, la Grèce refuse de voter oui, arguant que cela va à l'encontre de ses intérêts. L'adoption devant se faire à l'unanimité, elle bloque donc toute décision. La diplomatie française juge alors ce comportement *inacceptable*⁴⁸, car elle avait accepté ces résolutions lors de débats précédents. Elle a attendu le dernier moment, lors du vote, *pour mettre le couteau sous la gorge* des autres membres afin de négocier ses nouvelles revendications financières. Un comportement qui passe très mal auprès de la Communauté. Le gouvernement français, par la voix de Roland Dumas, tente alors de persuader la Grèce de voter ce dossier, mais Papandréou reste inflexible et l'adoption est en partie bloquée. Il faut attendre 1989 et la défaite du PASOK aux élections législatives du 18 juin 1989⁴⁹ pour que les négociations reprennent sur la Politique agricole commune. Lorsque la Nouvelle Démocratie obtient la majorité parlementaire en 1990⁵⁰, le gouvernement grec a les coudées franches pour adopter le nouveau paquet agricole, et l'accepte en 1991 en plus de toute une série de mesures financières⁵¹. Tout rentre dans l'ordre. Il n'est pas étonnant, dès lors, d'observer que la Grèce, félicitée par la Commission pour son changement d'attitude, obtient la même année, un important prêt communautaire de près de 2,2 milliards d'écus⁵².

Conclusion

- 31 La France a perdu l'influence qu'elle avait en Grèce et l'image positive dont elle jouissait dans les milieux politiques grecs. Les relations entre les deux pays, beaucoup

moins étroites, connaissent une lente dégradation au cours des années 1980. La France voit la Grèce comme un partenaire important dont le potentiel économique est toujours là, et compte sur ses liens historiques pour faire des affaires. Mais elle a conscience qu'elle n'est plus en position avantageuse et que la Grèce cherche à multiplier ses partenaires. La Grèce, de son côté, s'est mis à dos une grande partie de la Communauté européenne par son comportement erratique qui finit par agacer le partenaire français.

- 32 Si les rapports entre la France et la Grèce, de 1981 à 1989, ont souffert, c'est en partie dû à l'intégration difficile de la Grèce dans les règles de la Communauté européenne. C'est paradoxal puisque ce même facteur était à l'origine du rapprochement entre les deux pays une décennie plus tôt. Cette dimension montre que le problème initial du changement de statut des relations franco-grecques se trouve dans les liens que la Grèce entretient avec la CEE, depuis l'arrivée au pouvoir d'Andréas Papandréou.
- 33 Si la France se trouve toujours dans le trio des principaux partenaires commerciaux de la Grèce, elle est de plus en plus dépassée par le prestige de la technologie allemande : en 1988, 20 % des importations grecques viennent d'Allemagne, seulement 8 % de France⁵³. Du côté des relations culturelles, le constat est pire encore, puisqu'elles semblent péricliter d'année en année et que l'influence de la France en Grèce décline lentement au profit des pays anglo-saxons. La France a pu espérer pendant les années Karamanlís⁵⁴ et Giscard rattraper le retard qui s'était creusé à partir des années 1950, mais, dès les années 1980, elle est dépassée par le *soft power* des États-Unis⁵⁵, un renversement qui n'est pas sans rappeler la difficulté qu'elle connaît à l'échelle mondiale, avec la perte progressive de ses zones d'influence historiques⁵⁶.
- 34 Nous remarquons également qu'au sein des relations interétatiques, les relations personnelles jouent beaucoup, parfois plus que celles de l'appartenance partisane. Certes, faire partie d'un camp politique aux idées similaires facilite le dialogue entre deux États, mais en l'occurrence, dans le cas de la France et de la Grèce, nous avons la preuve que cela ne fait pas tout. La relation et l'amitié personnelles entre les dirigeants ont joué pour beaucoup dans les bonnes relations que ces deux pays ont pu entretenir, surtout lorsqu'il s'agissait de risquer les intérêts nationaux pour conserver cette amitié. C'est ce que François Mitterrand n'était clairement pas déterminé à faire pour Andréas Papandréou avec qui il ne partageait aucun lien d'amitié, et que, fort probablement, il n'appréciait pas personnellement. Papandréou était bien plus proche conceptuellement des États-Unis, il y avait fait une grande partie de ses études, puis y avait habité pendant toute la durée de son exil, lors de la dictature des colonels. Et s'il n'en partageait pas certaines idées économiques, il était malgré lui hautement influencé par le mode de vie anglo-saxon. François Mitterrand, en revanche, restait plus proche de la « vieille Europe », et paradoxalement bien plus proche d'un Constantin Karamanlís dans sa façon d'exercer le pouvoir. De plus, il était bien plus désireux de réactiver le couple franco-allemand que de promouvoir une politique méditerranéenne⁵⁷. Des divergences d'esprit qui expliquent le peu de relations entre les deux hommes.
- 35 Ainsi, à travers la symbolique des rencontres diplomatiques et des relations que les États peuvent entretenir, le plan personnel passe parfois après le plan rationnel. Mais force est de constater que ces données sont difficiles à évaluer. Au sein des relations internationales, bien qu'il soit question d'intérêts, d'influences et de jeu de pouvoir, les liens personnels peuvent intervenir, et on les oublie bien volontiers...

BIBLIOGRAPHIE

Monographies et articles de revues

BERSTEIN Serge & SIRINELLI Jean-François, 2006, *Les années Giscard : Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe : 1974-1981*, Armand Colin, Paris, 272 p.

CHAUBET François, 2010, *La culture française dans le monde 1980-2000 : les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris, 257 p.

CHÈZE Mathilde, 2013, *La France en Grèce : étude de la politique culturelle française en territoire hellène du début des années 1930 à 1981*, Thèse de doctorat en Histoire, sous la direction de Joëlle Dalègre, Inalco.

DULPHY Anne, BONUCCI Frank Robert, MATARD Marie Anne & ORY Pascal (dir.), 2010, *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Peter Lang, Bruxelles, 693 p.

DU RÉAU Élisabeth, 1988, « Les Balkans dans la stratégie méditerranéenne de la France, avril 1939-mai 1940 », *Balkan studies*, Volume 29, n° 1 *La France, la Grèce et les Balkans dans les années 1930*, p. 71-88.

KASSIMERIS Christos, 2009, *Greece and the American Embrace: Greek Foreign policy toward Turkey, the US and the Western alliance*, I.B Tauris & Co Ltd, New York, 304p.

PARAVANTES Spero Simeon Z., 2018, *Britain, the US and Greece after World War II: Anglo-American relations and the Cold war*, I.B Tauris, New York, 256 p.

PISIOTIS Argyrios, 1993, « L'OTAN et la persistance du conflit gréco-turc », *Politique étrangère*, n° 4 - 58^e année, p. 905-918.

PLASSMANN Lorenz, 2004, *Les relations franco-grecques 1944- 1981*, Thèse de doctorat en Histoire, sous la direction de Georges-Henri Soutou, université Paris-Sorbonne.

VAISSE Maurice, 2001, « La France et l'association de la Grèce au Marché Commun », *Actes du Colloque « De Gaulle et Karamanlis. La Nation, l'État, l'Europe »*, Athènes, 5 et 6 octobre 2000, Fondation Kostantinos G. Karamanlis-Patakis, Athènes, 224 p.

VERNET Daniel, 2003, « Mitterrand, l'Europe et la réunification allemande », *Politique étrangère*, n° 1, 68^e année, p. 165-179.

VINCENT Jean-Philippe, 2016, *Qu'est-ce que le conservatisme ? Histoire intellectuelle d'une idée politique*, Les Belles Lettres, Paris, 272 p.

WITS- World integrated trade solution, 1988, *Trade between Greece and Germany*.

YERASIMOS Stéphane, 2004, « La Grèce et la Turquie dans les Balkans : la complémentarité introuvable », *Cahiers balkaniques*, 33, URL : <http://journals.openedition.org/ceb/4695>, consulté le 9/5/2018.

Archives

Archives nationales de France et Archives générales de l'État hellénique, « France-Grèce, 1915-1995 : archives, histoire, mémoire », Colloque organisé les 24, 25 et 26 novembre.

ANF [Archives nationales de France], fonds présidentiels de François Mitterrand, Archive de la cellule diplomatique, 5 AG 4/CD 270, dossier 5.

ANF, fonds présidentiels de François Mitterrand, Archive de la cellule diplomatique, 5.

ANF, fonds présidentiels de François Mitterrand, Archives de la cellule diplomatique, 5 AG 4/CD 52, dossier 9, Grèce.

AG 4/CD 270, dossier 2, Grèce.

MAE [Archives Diplomatiques, ministère des Affaires étrangères], Direction Europe, Série Grèce, dossier 5247.

MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 5261.

MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 5248.

MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 5263.

MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6313.

MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6307.

MAE, Direction Europe, Série Grèce, 6308.

Documents européens

Prix agricoles et mesures connexes 88/9 après la carence du Conseil, Commission européenne, URL : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-88-425_fr.htm, consulté le 10/5/2018.

Libéralisation des capitaux en Grèce, Commission européenne, consulté le 10/5/2018.

Signature du prêt à la Grèce, Commission européenne, URL : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-91-218_fr.htm, consulté le 10/5/2018.

Articles de presse et article sur internet

ΕΛΕΥΘΕΡΟΤΥΠΙΑ, (ELEUTHEROTYPIA), 5/06/1987, «Γαλλία : Σε διάλογο Ελλάδα και Τουρκία» [La France : en dialogue avec la Grèce et la Turquie].

To Vima, 30/12/1981.

Libération, 26/11/1981.

Los Angeles Times, 13/07/1988.

Info-Grèce, 19/11/2004, *L'apprentissage du français en Grèce*, Vidal-Naquet Maud, URL : <http://www.info-grece.com/magazine/l-apprentissage-du-francais-en-grece>, consulté le 9/5/2018.

Wall Street Journal, 30/06/1987.

The New York Times, 24/06/1996.

NOTES

1. CHÈZE, 2013.
2. PLASSMANN, 2004.
3. Archives Nationales de France et Archives générales de l'État hellénique, « France-Grèce, 1915-1995 : archives, histoire, mémoire », Colloque organisé les 24, 25 et 26 novembre.
4. LEMONIDOU & Liskenne au Colloque international ci-dessus.
5. DU RÉAU, 1988, p 71-88.
6. VAISSE, 2001, p. 155-167.
7. KASSIMERIS, 2009.
8. PARAVANTES, 2018.
9. BERSTEIN & SIRINELLI, 2006.
10. YÉRASIMOS, 2004.
11. Gouvernement Jacques Chirac II, du 20 mars 1986 au 10 mai 1988.
12. Gouvernement Michel Rocard I, du 10 mai 1988 au 22 juin 1988, puis Michel Rocard II, du 23 juin 1988 au 15 mai 1991.
13. ΕΛΕΥΘΕΡΟΤΥΠΙΑ, (Eleutherotypia), 5 juin 1987. « Γαλλία : Σε διάλογο Ελλάδα και Τουρκία » [La France : en dialogue avec la Grèce et la Turquie]
14. VINCENT, 2016.
15. Voir notamment, les fonds du Ministère des Affaires étrangères, Direction Europe, Série Grèce, le fonds datant de 1981-1985, mais également celui de 1986-1990.
16. MAE [Archives Diplomatiques, Ministère des Affaires étrangères], Direction Europe, Série Grèce, voir le dossier 5247, État et Politique intérieure, à l'intitulé GRE 2-12 Élections.
17. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 5261, Relations politiques avec la France, Voyage en Grèce, GRE 12-4, au dossier Général.
18. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 5248, États et Politique intérieure, GRE 2-16 Presse – Informations – radio TV.
19. *To Vima*, 30 décembre 1981.
20. ANF [Archives Nationales de France], fonds présidentiels de François Mitterrand, Archive de la cellule diplomatique, 5 AG 4 / CD 270, dossier 5 – Préparation de la visite en France d'Andréas Papandréou, Premier ministre de la République de Grèce, le 25 novembre 1981.
21. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 5263, Visites de personnalités grecques en France, GRE 12-4, Visite du Premier ministre grec, M. Papandréou, 25 novembre 1981, Revue de presse.
22. *Libération*, 26 novembre 1981.
23. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 5261, Relations politiques avec la France, Voyage en Grèce, GRE 12-4, Visite officielle de M. Pierre Mauroy, 22-23 mai 1982.

24. ANF, fonds présidentiels de François Mitterrand, Archive de la cellule diplomatique, 5 AG 4 / CD 270, dossier 2, Grèce - Préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand en Grèce les 1^{er} et 2 septembre 1982.

25. PISIOTIS, 1993, p. 905-918.

26. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 5261, Relations politiques avec la France, Voyage en Grèce, GRE 12-4, Visite officielle de M. Mitterrand en Grèce, 15 novembre 1984.

27. Suite à de nombreux conflits entre deux bandes armées au Tchad qui se disputent le pouvoir, la Libye prend parti pour l'un des deux camps et occupe le territoire du Nord. En retour, la France lance l'opération Manta, le 21 juin 1983 sur le territoire tchadien, lorsque la capitale, N-Djamena, est menacée.

28. « 10-16 novembre 1984 – Tchad – France – Libye. Rencontre du président François Mitterrand et du colonel Kadhafi à propos du Tchad », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 9 mai 2018.

<http://www.universalis.fr/evenement/>

10-16-novembre-1984-tchad-france-libye-rencontre-du-president-franco-mitterrand-et-du-colonel-kadhafi-a-propos-du

29. ANF, fonds présidentiels de François Mitterrand, Archives de la cellule diplomatique, 5 AG 4 / CD 52, dossier 9, Préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand à Athènes, du 21 au 23 juin 1985.

30. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6313, Relations politiques avec la France, GRE 12-1, Note n°837 – relations franco-grecques.

31. *Ibid.*

32. *Los Angeles Times*, 13 juillet 1988.

33. *Wall Street Journal*, 30 juin 1987.

34. *The New York Times*, 24 juin 1996.

35. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6313, Relations politiques avec la France, GRE 12-1, Note n° 837 –« relations franco-grecques ».

36. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6313, Relations politiques avec la France, GRE 12-1, note n° 825 –« Grèce situation économique ».

37. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6307, Relations économiques avec la France.

38. Entre 1981 et 1983, cinq voyages sont organisés entre la France et la Grèce, entre des chefs d'État ou des membres du gouvernement grec et français. Entre 1986 et 1988, seul un voyage est organisé, la visite du président grec, Christos Sartzetakis, en France, du 12 au 14 mai 1986.

39. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6307, Relations économiques avec la France, GRE 8 -4/2 Échanges Commerciaux.

40. VIDAL-NAQUET, 2004.

41. MAE, Direction Europe, Série Grèce, 6308, Commerce extérieur. Note n° 888, « Grèce : difficultés dans nos relations économiques ».

42. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6307, Relations économiques avec la France, Note n° 863 « questions économiques – contentieux financiers ».

43. *Ibid.*

44. Pierre de Boissieu est un diplomate français qui a été membre du cabinet de François-Xavier Ortoli lorsqu'il était vice-président de la Commission européenne. Grand connaisseur des enjeux européens, il fut un conseiller très écouté de François Mitterrand.
45. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6307, Relations économiques avec la France, Note n° 864 « Entretien entre le ministre d'État et le ministre grec des Affaires étrangères, le 18 juillet ».
46. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6307, Relations économiques avec la France, Note n° 864 « Entretien entre le ministre d'État et le Ministre grec des Affaires étrangères, le 18 juillet ».
47. *Prix agricoles et mesures connexes 88/9 après la carence du Conseil* [en ligne]. Commission européenne [consulté le 10 mai 2018]. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-88-425_fr.htm
48. MAE, Direction Europe, Série Grèce, Dossier 6307, Relations économiques avec la France, Note n° 864 « Entretien entre le ministre d'État et le ministre grec des Affaires étrangères, le 18 juillet ».
49. La Nouvelle Démocratie a 148 sièges sur 300, le PASOK, 128 sièges.
50. La Nouvelle Démocratie parvient à obtenir 150 sièges, le PASOK, de son côté, perd 5 sièges.
51. *Libéralisation des capitaux en Grèce* [en ligne] Commission européenne [consulté le 10 mai 2018]
52. *Signature du prêt à la Grèce* [en ligne]. Commission européenne [consulté le 10 mai 2018]. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-91-218_fr.htm
53. WITS - World integrated trade solution. *Trade between Greece and Germany, 1988*.
54. DULPHY, BONUCCI, MATARD & ORY (dir.), 2010.
55. *Ibid.*
56. CHAUBET, 2010.
57. VERNET, 2003, p. 165-179.

RÉSUMÉS

La France, à partir de 1981, a lentement perdu l'influence qu'elle avait en Grèce. Elle a également perdu son image positive. Ce constat a été très peu traité par l'historiographie française. C'est pour combler, en partie, ce manque que nous étudions les relations franco-grecques dans cette période. Au moment où ces relations se distendent, apparaissent paradoxalement deux gouvernements socialistes, en France et en Grèce, ce qui nous fait nous questionner sur ce rapprochement « naturel ». À travers nos analyses, nous remarquons que la France et la Grèce voient leurs relations souffrir, alors même que la Grèce a du mal à s'intégrer dans la Communauté économique européenne, ce qui peut être un facteur responsable de ces difficultés. Cette étude tente également de démontrer que les relations personnelles entre les dirigeants

jouent pour beaucoup dans la profondeur des relations interétatiques. À mettre en perspective avec le peu de relations qu'entretenaient Andréas Papandréou et François Mitterrand qui expliquent peut-être aussi cette détérioration.

Since 1981, France slowly has lost her influence in Greece. She has also lost the positive image. That ascertainment has been treated very little by French historiography. It's to fill, in part, this lack, that we study the Franco-Greek relations in this period. At the moment when these relations are distorted, paradoxically appear two socialist governments in France and in Greece, fact that makes us question this 'natural' rapprochement. Through these analyzes we notice that France and Greece have difficult diplomatic relations, even though, in the same time, Greece is struggling to integrate into the European Economic Community, which may be a factor responsible for these difficulties. This analysis wants also to proof that personals relations between states leaders are very important in the deepness of the interstate relations. Just put into perspective that Andreas Papandreou had with François Mitterrand fewer relations than their predecessors.

Από το 1981, η Γαλλία έχασε σιγά σιγά την επιρροή την οποία είχε ακόμη στην Ελλάδα μαζί με την θετική εικόνα της. Αυτό το φαινόμενο πολύ λίγο μελετήθηκε ως τώρα από τη γαλλική βιβλιογραφία. Αποφασίσαμε να κάνουμε έρευνες για τις γαλλο-ελληνικές σχέσεις ακριβώς για να γεμίσουμε – μερικώς- αυτό το κενό. Τη στιγμή που αυτές οι σχέσεις δισταλούν, εμφανίζονται παράδοξως δυο σοσιαλιστικές κυβερνήσεις στη Γαλλία και στην Ελλάδα κι αυτό μας κάνει να αναρωτιόμαστε για αυτή την «φυσική» προσέγγιση. Μέσα από τις αναλύσεις μας, παρατηρούμε ότι η Ελλάδα και η Γαλλία υποφέρουν στις σχέσεις τους, παρόλο που η Ελλάδα αγωνίζεται για να ενταχθεί στην Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα, η οποία μπορεί να είναι υπεύθυνος για αυτές τις πολύπλοκες σχέσεις. Η μελέτη αυτή προσπαθεί επίσης να δείξει ότι οι προσωπικές σχέσεις μεταξύ των ηγετών παίζουν πολύ για το βάθος των διακρατικών σχέσεων. Για να μιλήσουμε για τις πολύ λίγες σχέσεις που διατήρησαν ο Ανδρέας Παπανδρέου και ο Φρανσουά Μιτεράν.

INDEX

Keywords : France, Greece, diplomatic relations, EEC, socialism, 80's, Andreas Papandreou (1919-1996), François Mitterrand (1916-1996)

Mots-clés : France, France, Grèce, Grèce, relations diplomatiques, relations diplomatiques, CEE, CEE, socialistes, socialistes, années 1980, Andréas Papandréou (1919-1996), François Mitterrand (1916-1996), François Mitterrand (1916-1996)

motsclesel Γαλλία, Ελλάδα, διπλωματικές σχέσεις, ΕΟΚ, σοσιαλιστές, χρόνια του 80, Ανδρέας Παπανδρέου [1919-1996], Φρανσουά Μιτεράν [1916-1996], τέλος του 20ου αιώνα, σύγχρονη εποχή, διπλωματική ιστορία, Ευρωπαϊκή Ένωση

motsclestr Fransa, Yunanistan, diplomatik ilişkiler, AET, sosyalistler, 1980'ler, Andreas Papandreou (1919-1996), François Mitterrand (1916-1996), çağdaş dönem, diplomatisi tarihi, Avrupa Birliği

AUTEUR

STEFANO CATTANEO

Études européennes, Sorbonne Nouvelle